

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

SYNDICAT MIXTE HAUTS-DE-FRANCE MOBILITÉS

Siège de Région Nord-Pas de Calais
151 avenue du Président Hoover
59555 LILLE CEDEX
Tél : 03.20.14.62.00



MARCHÉ « ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES POUR LES BESOINS DU SYNDICAT MIXTE HAUTS DE FRANCE MOBILITÉS »

CONSULTATION n°2025-003

Date et heure limites de réception des candidatures

25 JUILLET 2025 à 12 H (heure de Paris)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 - Lieux d'exécution.....	3
1.2 - Pouvoir Adjudicateur	3
1.3 - Étendue de la consultation	3
1.4 - Nomenclature communautaire	3
ARTICLE 2. - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Procédure.....	4
2.2 - Allotissement	4
2.3 - Durée du marché - Délais d'exécution	4
2.4 - Montants de l'accord-cadre	4
2.5 - Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives	4
2.6 - Forme juridique des groupements	5
2.7 - Sous-traitance	5
2.8 - Insertion par l'activité économique et exclusion	5
2.9 - Délai de validité des offres.....	5
2.10 - Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
2.11 - Conditions particulières d'exécution	6
ARTICLE 3. - MISE À DISPOSITION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4. - DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE	7
ARTICLE 5. - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1. - Documents à produire	7
5.1.1. - Pièces de la candidature	7
5.1.2. - Pièces de l'offre	9
ARTICLE 6. - CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS	9
6.1. - Transmission électronique	9
ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11
ARTICLE 8 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12
8.1. : Principe d'évaluation des offres pour le critère d'évaluation des offres pour le critère relatif à la valeur technique et délais d'exécution	15
ARTICLE 9. - RECOURS	15
1) Renseigner mon DUME en ligne	17
2) Fournir mon DUME en pièce libre (au format XML).....	21

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne un marché public de prestations de services au sens de l'article L. 1111-5 du code de la commande publique et de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

L'accord-cadre unique a pour objet l'achat d'espaces publicitaires afin de communiquer au mieux sur la mise en œuvre de ses compétences et des décisions prises par ses membres.

À ce titre le Syndicat souhaite perdurer la communication déjà investie sur son projet centrale PassPass.fr, PassPasscovoiturage.fr et sur PASS PASS TAD, mais également communiquer sur les différentes politiques présente et à venir.

Le descriptif du contenu des prestations du présent marché est présenté dans le CCTP.

1.1 - Lieux d'exécution

Périmètre du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités.

1.2 - Pouvoir Adjudicateur

Le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités représenté par son Président.

151, avenue du Président Hoover
59555 Lille Cedex

1.3 - Étendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et au Décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

Il s'agit d'un **Appel d'offres ouvert** soumis aux dispositions des articles suivants :

- Article L.2124-1 du code de la commande publique
- Article L.2131-1 du code de la commande publique
- Article R.2124-2 du code de la commande publique
- Article L.2125-1 du code de la commande publique
- Article R.2131-16 du code de la commande publique
- Articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique
- Articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique

1.4 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Services de conseil en publicité (79341000)	

ARTICLE 2. - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Procédure

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et sera appliqué dans les conditions de l'article R 2122-7 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre (mis en œuvre par l'émission de bon de commande) conclus selon les règles des articles L2125-1 et R6162-13 à R6162-14 du CCP

L'accord cadre est mono-attributaire,

Les bons de commande relevant du BPU (Bordereau de Prix Unitaire) seront notifiés par le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités au fur et à mesure des besoins.

2.2 - Allotissement

Il n'est pas prévu d'allotissement pour la consultation « Achat d'espaces publicitaires pour les besoins du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités »

2.3 - Durée du marché - Délais d'exécution

Le présent marché est conclu pour une durée de 24 mois renouvelable 1 fois.

Les délais d'exécution et de livraison des commandes passées durant la période de validité du marché seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du C.C.A.P. et seront indiqués dans chaque bons de commande.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites à l'article 5 du CCAP.

2.4 - Montants de l'accord-cadre

Le montant maximum de cette consultation s'élève à 1 000 000€ HT pour 2 ans, soit 2 000 000€ HT sur la durée totale du marché de 4 ans (reconduction comprise)

Le montant maximum est le montant que Hauts-de-France Mobilités s'engage à ne pas dépasser.
Dès lors, le marché prend fin lorsque le montant maximum de chaque lot est atteint.

2.5 - Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

2.6 - Forme juridique des groupements

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée par le pouvoir adjudicateur s'agissant des groupements d'opérateurs.

Toutefois, pour la bonne exécution du marché, en cas de groupement conjoint, il est exigé la solidarité du mandataire pour le respect des obligations contractuelles à l'égard de chacun des cotraitants.

Cette solidarité ne sera pas requise dès lors qu'elle serait interdite par la loi ou les règles spécifiques règlementant une profession déterminée.

2.7 - Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination, et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire en application des articles R.2193-1 et R.2193-22 du CCP.

2.8 - Insertion par l'activité économique et exclusion

Il n'est pas prévu de clause obligatoire d'insertion par l'activité économique au vu des technicités et des expertises requises pour l'exécution des prestations.

Cependant dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-4 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché **une clause obligatoire d'exécution sur le territoire des États membres de l'Union Européenne** de toutes les prestations et réalisations du marché, afin, notamment, de prendre en compte des considérations ou normes environnementales ou sociales ou d'assurer la sécurité des informations et des approvisionnements.

Est donc imposé, dans le cadre de l'exécution du marché, l'obligation de réalisation de toutes les prestations du marché en Europe, y compris pour la sous-traitance.

2.9 - Délai de validité des offres

Tout dépôt d'offre sur la plateforme du profil acheteur, engage l'opérateur économique pour le compte duquel elle est déposée, qu'elle soit signée ou non.

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.10 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes en application des articles R.2192-10 et R.2192-22 du CCP.

Ces factures devront être déposées sur la plateforme Chorus et être envoyées également par courrier électronique au Syndicat Hauts-de-France Mobilités.

Pour rappel, l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique précise que les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct des marchés publics des collectivités territoriales transmettent leurs factures sous forme électronique

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Dans ce cadre, le titulaire devra également se conformer au dispositif de facturation électronique prévu par l'ordonnance n°2021-1190 du 15 septembre 2021, applicable progressivement à compter de 2024 et obligatoire pour l'ensemble des entreprises d'ici le 1er septembre 2026. Les factures devront être transmises via le Portail Public de Facturation (PPF) mentionné à l'article L. 2192-5 du code de la commande publique (CHORUS PRO) ou une Plateforme de Dématérialisation Partenaire (PDP) enregistrée

Les modalités pratiques sont exposées dans l'instruction relative au développement de la facturation électronique NOR ECFE 1706554J du 22 février 2017 de la direction générale des finances publiques (titre II – page 17)

2.11 - Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113-12 du code des marchés publics.

ARTICLE 3. - MISE À DISPOSITION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents de la consultation en phase candidature sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics596280.fr> à compter de la publication de l'avis de marché.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification sont informés des éventuelles modifications qui y sont apportées.

Le candidat devra télécharger l'application « Mon assistant marchés publics », soit pour tester la configuration de leur poste, soit pour la signature. Cette application est disponible sur la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics596280.fr>

Le dossier de consultation est composé par les documents suivants disponibles sur le site <https://marchespublics596280.fr>

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation du marché (R.C.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le BPU
- Le DQE
- Le mémoire technique

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'apporter des compléments ou des modifications aux documents de consultation. Ces modifications seront envoyées aux candidats au plus tard **7 jours calendaires** avant la date limite de remise des plis.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est en fonction de cette nouvelle date.

Les renseignements complémentaires éventuels apportés par le pouvoir adjudicateur sur les cahiers des charges sont communiqués **7 jours calendaires** au plus tard avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 4. - DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- | | |
|---|---------------------------------|
| - Publication du DCE | : 20 juin 2025 |
| - Date limite de dépôt de questions | : 11 juillet 2025 |
| - Date limite de réponses aux questions | : 18 juillet 2025 |
| - Remise des offres | : 25 juillet 2025 à 12h00 |
| - Sélection de l'attributaire (CAO à titre indicatif) | : 4 ^e trimestre 2025 |

Ce calendrier est donné à titre purement indicatif et peut faire l'objet de modifications par le pouvoir adjudicateur, sans que les candidats ne puissent élever une quelconque réclamation à ce titre.

ARTICLE 5. - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. - Documents à produire

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française et exprimé en Euro. Si, à l'appui de sa candidature, le candidat fournit des documents qui ne sont pas rédigés en français, il devra y joindre une traduction en français attestée par un organisme labellisé ou certifié.

5.1.1. - Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R-2143 du Code de la commande publique :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 ;
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L 5212-1 à L5212-11 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au regard de la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014 (loi n°2014.873) et n'a pas fait l'objet d'une des trois nouvelles interdictions de soumissionner introduites par cette loi

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R-2143-3 du Code de la commande publique :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R-2142 du Code de la commande publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, **le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours**. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

- Lettre de candidature** permettant d'identifier le candidat, le mandataire, chaque membre du groupement, la nature du groupement et les compétences de chacun de ses membres ; le candidat peut utiliser l'imprimé DC1 ou le DUME, déclaration sur l'honneur visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique (seulement si le DC1 ou le DUME n'est pas fourni) ou règle d'effet équivalent pour les candidats établis à l'étranger ;
- Renseignements permettant d'apprécier la capacité économique et financière :**
 - Chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années
 - Chiffre d'affaires concernant les services et objet similaire à la présente consultation sur les 3 dernières années

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen approprié.

Le candidat peut déposer sa candidature avec un **DUME**, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français. Il peut également utiliser l'imprimé DC2 qu'il peut télécharger à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, en complément du DC1.

5.1.2. - Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

L'acte d'engagement n'est pas fourni dans le dossier de consultation, il sera établi sur la base de l'offre du soumissionnaire retenu sans que ce dernier ne puisse se désister

- Le BPU : à compléter
- Le DQE : à compléter
- Un mémoire technique

Le candidat présentera dans son offre un mémoire technique, ce dernier comprendra :

- Une note argumentée relative à sa compréhension du contexte et des enjeux que le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités doit porter sur la démarche Pass Pass et les outils Pass Pass sur le périmètre des Hauts-de-France, présentant ainsi sa compréhension des attendus des missions du présent CCTP dans ce cadre, ainsi que la réponse méthodologique et organisationnelle proposée,
- Une étude de cas, sur la base du BPU, simulant un plan média suivi d'achats d'espaces publicitaires visant à installer la marque Passpass comme la solution publique de mobilité connectée, simple et unifiée à l'échelle des Hauts-de-France, dans un contexte de transition écologique et de digitalisation des usages. Cette étude de cas n'omettra pas les documents attendus au chapitre 3.2 du présent CCTP (dossier de présentation, tableau récapitulatif et cahier technique),
- Une présentation de l'expérience professionnelle du média planneur potentiellement dédié au Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités et de l'équipe qui l'entoure,
- Une présentation des outils d'expertise et d'évaluation des médias du soumissionnaire (outils internes et/ou abonnements aux études statistiques et bases de données par type de média).

ARTICLE 6. - CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

6.1. - Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

(Toutes les modalités sont indiquées dans l'annexe du présent RC).

Il n'est pas exigé que les pièces de l'offre soient signées, les plis contiennent tous les éléments listés à l'article 5.

Les plis doivent être déposés sur la plate-forme avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement soit **avant le 25 juillet 2025 à 12h00**. Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre quelques minutes avant l'heure limite et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme (attention à bien vérifier votre conformité aux prérequis techniques) En cas de difficultés techniques, le candidat peut cliquer sur le menu « Aides » de la plateforme puis solliciter l'assistance en ligne.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, et remise contre récépissé un jour ouvré de 9 h 30 à 12 h 00 ou de 14 h 30 à 16 h 30, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde est envoyée sous pli scellé à l'adresse du Syndicat Mixte Hauts-De-France Mobilités indiquée et dans les conditions exposées ci-dessous du présent règlement de consultation.

Ce pli comporte les mentions :

« Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités – 151 Avenue du Président Hoover 59000 Lille »

« Offre pour la consultation N°2025-003 MARCHÉ « ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES POUR LES BESOINS DU SYNDICAT MIXTE HAUTS-DE-FRANCE MOBILITES »

Syndicat Mixte hauts-de-France Mobilités_ Copie de sauvegarde : Ne pas ouvrir » ainsi que le nom du candidat.

Cette copie de sauvegarde peut être envoyée sur support physique électronique (clef USB...) ou sous format papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ». Les documents figurant sur ce support doivent être revêtus de la signature électronique.

Elle contient tous les éléments listés à l'article 5 du présent Règlement de Consultation.

Les dossiers remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

La copie de sauvegarde parvenue régulièrement sera ouverte conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En cas de document infecté, il sera fait recours à la copie de sauvegarde. Si le candidat n'a pas produit de copie de sauvegarde ou si celle-ci est également contaminée alors l'offre sera rejetée et le candidat en sera informé dans les plus brefs délais.

En cas de co-traitance, le mandataire du groupement assure la transmission électronique de l'ensemble des documents exigés pour chacun des membres du groupement.

Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plate-forme en utilisant son certificat.

En cas de réception de dossiers multiples émanant d'un même candidat, seule sera retenue la dernière des candidatures reçues. Le ou les dossiers précédemment déposés seront rejetés.

Les candidats sont informés que les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés par le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités après l'ouverture des plis et que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux entreprises ayant retiré les documents de la consultation, des renseignements complémentaires **au plus tard 7 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures. Ces renseignements complémentaires proviendront soit à la suite de questions posées par un opérateur économique, soit à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour présenter leur candidature doivent poster une question sur la plateforme **au plus tard 14 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures**. Nous attirons l'attention des soumissionnaires à bien renseigner le champ « e-mail » pour les notifier de la réponse aux questions.

Les renseignements complémentaires sont transmis par le pouvoir adjudicateur exclusivement sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>. Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification recevront un mail d'avertissement les invitant à télécharger les nouveaux documents.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

ARTICLE 8 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Seuls les dossiers déposés dans le délai imparti sont téléchargés par l'acheteur.

Conformément aux dispositions de l'article L2152-6 du code de la commande publique, l'acheteur met en œuvre tous moyens lui permettant de détecter les offres anormalement basses. Lorsqu'une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre dans les conditions de l'article R2152-5 du Code de la Commande Publique.

Si, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette dans des conditions prévues par les articles R2152-4 à R2152-5 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Les critères relatifs à la candidature sont répartis comme suit :

Capacités techniques et financières

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1- Valeur technique	60%
2- Prix des prestations	30%
3- Délai d'exécution	10%

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Critère valeur technique 60 points avec la pondération suivante :

- **10 points pour la pertinence et la qualité de la note argumentée**
 - Bonne compréhension du contexte général et des enjeux que le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités doit porter sur la démarche et les outils Pass Pass sur les périmètres des Hauts-de-France, présentant ainsi la compréhension des attendus des mission du CCTP.
- **30 points pour la pertinence de l'étude de cas argumentée et tarifée sur la base du BPU, simulant un plan média suivi d'achats d'espaces publicitaire visant à installer la marque Passpass comme la solution publique de mobilité connectée, simple et unifiée à l'échelle des Hauts-de-France, dans un contexte de transition écologique et de**

digitalisation des usages. Cette étude de cas n'omettra pas les documents attendus au chapitre 3.2 du présent CCTP (dossier de présentation, tableau récapitulatif et cahier technique)

- Qualité et pertinence du dossier de présentation et des recommandations (15 points)
- Tableau récapitulatif du budget explicitant la négociation obtenue (15 points)
- **10 points pour la qualité de l'expérience professionnelle du média planneur potentiellement dédié au Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités et de l'équipe qui l'entoure**
- **10 points pour la qualité des outils d'expertise et d'évaluation des médias du soumissionnaire (outils interne et/ou abonnements aux études, statistiques et bases de données par type de média)**

Les critères de la valeur techniques ci-dessus sont repris dans le tableau suivant :

		Pondération
1. Critère "valeur technique"		60 points
1.1	Pertinence et qualité de la note argumentée de compréhension des enjeux et des attendus du cctp,	10 points
1.2	Étude de cas	30 points
	Qualité et pertinence du dossier de présentation et des recommandations,	15 points
	Tableau récapitulatif du budget explicitant la négociation obtenue	15 points
1.3	Qualité de l'expérience professionnelle du média planneur potentiellement dédié au Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités et de l'équipe qui l'entoure	10 points
1.4	Qualité des outils d'expertise et d'évaluation des medias	10 points
Formule de calcul du critère Valeur Technique		
Note (en points) = Total des Points		

Critère valeur prix 30 %

Le critère « prix » sera noté par application de la formule suivante :

$$\text{Prix de l'offre finale} = \text{somme des montants totaux du DQE}$$

L'offre la moins-disante se voit attribuer la note maximale de 30. Les autres offres se voient attribuer la note résultant du rapport entre la valeur de l'offre la moins-disante et la valeur financière de l'offre considérée.

La note prix relative à l'offre « i » est donnée par la formule :

30 * (Offre moins-disante / Offre « i » considérée)

Dans laquelle :

- L'« Offre la moins-disante » est l'offre financière en € HT la moins chère de tous les candidats, corrigée des éventuelles erreurs matérielles ou discordances,
- L'« Offre « i » considérée » est l'offre financière en € HT du candidat « i » considérée, corrigée des éventuelles erreurs matérielles ou discordances.

Erreurs matérielles ou discordance dans les pièces financières :

- En cas d'erreur d'addition dans la DPGF amenant à l'obtention de sous-totaux ou totaux erronés, ces erreurs seront corrigées par le candidat avant l'analyse de l'offre.
- En cas d'erreur d'addition dans le BPU amenant à l'obtention de sous-totaux ou totaux erronés, ces erreurs seront corrigées par le candidat avant l'analyse de l'offre.
- En cas de discordance entre les montants figurant au BPU et ceux figurant au DQE, les montants figurant au BPU prévaudront à ceux figurant aux DQE.

Une fois les offres anormalement basses rejetées, le candidat ayant l'offre financière la moins disante obtient la note maximale et est classé premier sur ce critère. Les autres candidats seront notés proportionnellement en fonction de l'écart constaté entre leurs offres et l'offre la moins disante.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Le calcul ne prendra pas en compte les offres anormalement basses (articles L2152-5, L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique) et les offres finalement déclarées irrégulières, inacceptables ou inappropriées (articles L2152-1 à L2152-4 du Code de la Commande Publique)

Le critère "prix des prestations" ci-dessus est repris dans le tableau suivant :

	Pondération
2. Critère "Prix des prestations"	30 points
Prix total des prestations du Détail Quantitatif Estimatif	30 points
Formule de calcul du critère Prix	
Note (en points) = Total des Points	

Le critère Délai de réponse jugé sur 10 points est réparti comme suit :

- 5 points pour le délai de réponse de la prestation 3.1
- 5 points pour le délai de réponse de la prestation 3.2

Pour chacune des prestations, la note maximale sera attribuée au délai de réponse le plus bas. Les notes seront ensuite additionnées afin d'obtenir une note totale sur 10.

Le critère "Délai de réponse" ci-dessus est repris dans le tableau suivant :

3. Critère "Délai de réalisation"		10 points
3.1	Délai de réponse de la prestation 3-1	5 points
3.2	Délai de réponse de la prestation 3-2	5 points
Formule de calcul du critère Délai de réalisation		
Note (en points) = Total des Points		

Le critère « délai » sera noté par application de la formule suivante :

La note Délai DQE relative à l'offre « i » est donnée par la formule :
 $10 * (\text{Délai DQE de l'offre moins-disante} / \text{Délai DQE de l'offre « i » considérée})$

**L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'égalité,
la valeur du critère technique prime.**

8.1. : Principe d'évaluation des offres pour le critère d'évaluation des offres pour le critère relatif à la valeur technique et délais d'exécution

Le principe d'évaluation, appliqué pour les critères de la « valeur technique », est défini de la manière suivante :

- 0 – Absence d'informations ou informations hors sujet,
- 1 – Niveau insuffisant – présence d'inconvénients ou de réserves significatives,
- 2 – Niveau acceptable comportant des réserves mineures,
- 3 – Bon niveau d'ensemble,
- 4 – Très bon niveau d'ensemble,
- 5 – Correspond à une réponse excellente.

La notion de satisfaction s'entend par référence à la pertinence des informations engageantes communiquées dans l'offre et aux avantages qui peuvent y être associés pour le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9. - RECOURS

Avant la conclusion du marché, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de la signature du marché, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du marché dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision « Département du Tarn-et-Garonne » du 4 avril 2014 (n° 358994).

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Lille_ rue Geoffroy Saint-Hilaire _CS 62039 _59014 Lille Cedex

Téléphone : 03 59 54 23 42 Télécopie : 03 59 54 24 45

Greffe de l'éloignement : Télécopie : 03 59 54 24 24

Greffe des procédures d'urgence Télécopie : 03 59 54 24 50

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Annexe 1 : Comment remplir le DUME ?

Le Document Unique de Marché Européen (DUME ou ESPD en anglais) est une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne.


Ce formulaire est utilisé dans les procédures de passation des marchés publics, à la fois par les acheteurs publics (pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices) et les opérateurs économiques de l'Union Européenne.

Comment candidater avec un DUME sur notre plateforme ?

Lorsque ce mode de candidature est sélectionné, deux choix peuvent être proposés selon les paramètres de la consultation sélectionnés par l'acheteur :

- Renseigner mon DUME en ligne
- Fournir mon DUME en pièce libre (au format XML)

Étape 1 : Sélection du mode de candidature

☒ **Candidature avec un DUME (Document Unique de Marché Européen)** 

Ce mode de candidature est proposé suite à une initiative de la Commission Européenne visant à réduire les lourdeurs administratives. Le DUME remplace les documents de candidature de type DC1, DC2... et peut être réutilisé pour candidater à d'autres procédures. Le formulaire DUME est à compléter en ligne avant de joindre son offre.

 Il est possible d'enregistrer le DUME en brouillon avant de le valider au moment du dépôt de la réponse

 Le DUME proposé dans le cadre de cette consultation a été pré-rempli par l'acheteur.

Je souhaite :

☐ Renseigner mon DUME en ligne 

☐ Fournir mon DUME en pièce libre (au format XML)

NB : Si vous êtes une entreprise étrangère ou ne disposant pas d'un SIRET, vous devez renseigner votre numéro de TV intracommunautaire au niveau de votre établissement de rattachement (« Mes coordonnées ») afin de pouvoir renseigner votre DUME en ligne. Si le numéro de TVA n'est pas renseigné, alors l'option « Renseigner mon DUME en ligne » ne sera pas accessible.

1) Renseigner mon DUME en ligne

Lorsque l'entreprise sélectionne ce choix, elle est invitée à compléter et valider son DUME.

☒ **Candidature avec un DUME (Document Unique de Marché Européen)** 

Ce mode de candidature est proposé suite à une initiative de la Commission Européenne visant à réduire les lourdeurs administratives. Le DUME remplace les documents de candidature de type DC1, DC2... et peut être réutilisé pour candidater à d'autres procédures. Le formulaire DUME est à compléter en ligne avant de joindre son offre.

 Il est possible d'enregistrer le DUME en brouillon avant de le valider au moment du dépôt de la réponse

 Le DUME proposé dans le cadre de cette consultation a été pré-rempli par l'acheteur.

Je souhaite :

☒ Renseigner mon DUME en ligne 

 Le formulaire DUME n'a pas été renseigné et validé.
Après avoir validé le DUME, veuillez revenir sur cette page pour passer à l'étape suivante.

 **Compléter et valider mon DUME**

Le clic sur le bouton « Compléter et valider mon DUME » ouvre une nouvelle page où le formulaire DUME de la consultation est affiché. Ce formulaire se compose dans quatre onglets suivants :

- Informations sur la procédure
- Motifs d'exclusion
- Critères de sélection de la candidature
- Finalisation

3 actions sont proposées sur le formulaire DUME :

- Retour : Retourner à la page précédente sans enregistrer des modifications
- Enregistrer : enregistrer les modifications et rester sur la page
- Enregistrer et poursuivre ma réponse : enregistrer les modifications et retourner à la page précédente.

The screenshot shows a section of the DUME form. At the top, there is a light blue informational box with text: "Si le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice demande explicitement ces informations en plus de celles visées à la partie I, veuillez communiquer les informations demandées dans les sections A et B de cette partie et de la partie III pour chacun des (catégories de) sous-traitants concernés." Below this is a large empty rectangular box for input. At the bottom of the form section, there are three buttons: "Retour" (highlighted with a red box), "Enregistrer" (highlighted with a blue box), and "Enregistrer et poursuivre ma réponse" (highlighted with a blue box). To the right of the form, there is a vertical sidebar with four circular icons: a back arrow, a document icon, a checkmark icon, and a menu icon (highlighted with a red box).

Si le DUME est complété et enregistré sans être validé, il reste à l'état de brouillon :

The screenshot shows the "Candidature avec un DUME (Document Unique de Marché Européen)" section. It includes a "DUME" label. The text explains that this mode of candidature is proposed by the European Commission to reduce administrative burdens and that the DUME replaces DC1, DC2... documents. It states that the DUME can be registered as a draft before validation at the time of deposit. A light blue box contains the message: "Il est possible d'enregistrer le DUME en brouillon avant de le valider au moment du dépôt de la réponse." Below this, a yellow icon and text state: "Le DUME proposé dans le cadre de cette consultation a été pré-rempli par l'acheteur." The section "Je souhaite :" has a radio button selected for "Renseigner mon DUME en ligne". At the bottom, a yellow box with a warning icon contains the message: "Vous avez initialisé un brouillon DUME. Veuillez le compléter et le valider." To the right of this box is a blue button labeled "Compléter et valider mon DUME".

Une fois le formulaire complété, il faut le valider en cliquant sur le bouton suivant :

DUME à renseigner Options avancées ▾

⚠ Attention : une fois complété, afin de confirmer que ce DUME peut être enregistré comme une pièce dans votre réponse, veuillez le valider en cochant la case ci-dessous.

☐ Les informations renseignées dans ce DUME sont exactes, et peuvent être utilisées dans le cadre de ma réponse

Informations générales

Référence de votre DUME : yhavu2fg

Référence du modèle de DUME défini par l'acheteur : ImImq8gi

Le DUME est alors validé et sera automatiquement intégré aux pièces de la réponse.

DUME à renseigner Options avancées ▾

✓ Vous avez confirmé ce DUME : celui-ci sera automatiquement intégré dans votre réponse.

☒ Les informations renseignées dans ce DUME sont exactes, et peuvent être utilisées dans le cadre de ma réponse

Informations générales

Référence de votre DUME : yhavu2fg

Référence du modèle de DUME défini par l'acheteur : ImImq8gi

Vous avez la possibilité de rechercher et repartir du DUME d'une réponse précédente : cette option permet de rechercher un DUME déjà renseigné en utilisant son numéro.

Recherche d'un DUME existant dans le service DUME national

Rechercher un DUME existant Le symbole * indique les champs obligatoires

Référence du DUME * : s2pssbts

Lancer la recherche

Nombre de résultats : 1

10 résultats par page

DUME	Référence consultation	Actions
s2pssbts	DUMEOEDepotReponseSansDume	→

Fermer

Au clic sur la flèche verte, le message d'avertissement suivant s'affiche :



The image shows a modal window titled "Note importante" with a close button (X) in the top right corner. Inside the modal, there is a yellow warning box containing the text: "Attention : les informations saisies jusqu'à présent dans le DUME actuel seront remplacées par les informations contenues dans le DUME N°s2pssbts. Souhaitez-vous continuer ?". At the bottom of the modal, there are two buttons: "Annuler" (left) and "Continuer" (right).

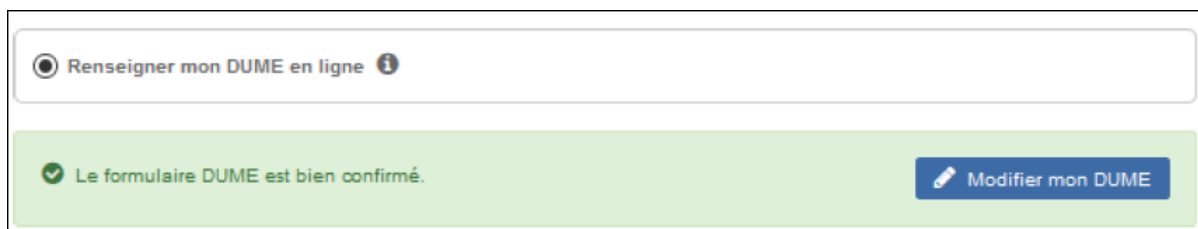
A la validation, les données du DUME recherché sont utilisées pour préremplir le formulaire DUME actuel.

Comme dans le cas d'un renseignement du DUME sans recherche, vous devez ensuite valider que « Les informations renseignées dans ce DUME sont exactes », et peuvent être utilisées dans le cadre de ma réponse » puis enregistrer son DUME.

Vous devez ensuite cliquer sur le bouton « Retour » afin de revenir à la page de préparation de la réponse.

Tant que la réponse n'est pas validée, le DUME est conservé. Vous pouvez vous déconnecter ou naviguer sur la plateforme sans perdre les informations saisies.

Il est également possible de modifier le DUME déjà validé en cliquant sur le bouton « Modifier » :



The image shows a form with a header "Renseigner mon DUME en ligne" and an information icon. Below the header, there is a green confirmation message: "Le formulaire DUME est bien confirmé." To the right of this message is a blue button labeled "Modifier mon DUME" with a pencil icon.

Lorsque vous candidatez sous la forme d'un groupement, les cotraitants et éventuels sous-traitants candidatent en mode DUME :

- Chaque co-traitant et sous-traitants se connecte à la plateforme et accède à la consultation visée avec son compte.
- Si la consultation est allotie, chaque membre du groupement sélectionne les lots pour lesquels ils candidatent.
- Chaque membre du groupement renseigne et confirme sa candidature DUME

- Puis, chaque membre du groupement récupère la référence de son DUME qui est affichée sur le formulaire.

- Enfin, chaque membre du groupement doit communiquer au mandataire sa référence de DUME pour que ce dernier puisse les renseigner lors de la déclaration du groupement.

2) Fournir mon DUME en pièce libre (au format XML)

Si l'entreprise possède un DUME ayant été généré en dehors de la plateforme, alors elle peut l'ajouter comme pièce libre à l'étape suivante, lors de la constitution du dossier de réponse.

En effet, le DUME est accessible via le [Service DUME](#). Il s'agit d'un service dématérialisé gratuit qui permet aux opérateurs économiques d'utiliser le formulaire dématérialisé de candidature et de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

Attention, ce service permet simplement de produire des DUME mais ne permet pas de créer ou répondre à une consultation.